

# Plateforme d'Observation des Solidarités

## DREETS des Pays de la Loire et commissaire à la lutte contre la pauvreté

<https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/>

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/>

### Groupe de travail « Pauvreté » Compte-rendu n°14 - 10/03/2026

#### Participants :

ARML : Isabelle RABAUD  
Banque Alimentaire 44 : Jean-Robert LECONTE  
Caf de Maine-et-Loire : Beatrice MOREAUX  
CARIFOREF : France DUQUESNOY  
CESER : Dominique LAPERRIERE-MICHAUD  
DDETS 44 : Remi MORANDEAU  
DREETS : Johan HOUSSIN  
France Travail : Vincent RAGOT  
Insee : Samuel TRIVIERE  
SIAO : Paul COUTENS  
Solinum : April BOUVIER  
Solinum : Garance CHRETIEN  
UDCCAS 44 : Florence CLERGEAU  
URAF : Anne-Yvonne PETITEAU  
URRIOPS : Anouk GRAYON

#### Animation/coordination :

Commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté :  
Chrystèle MARIONNEAU  
Compas : Michaël BERNIER et Stéphanie BIGO  
DREETS : Carine VERITE, Elisabeth GALLARD, Raphaëlle MARIE et Yann  
SICAMOIS

#### Intervention :

DREETS Bretagne/ INSEE : Anysia THOMAS

#### Excusés :

Permis de construire 44 : Emmanuelle BEAUCHENE  
CARSAT : Dominique BOURGOUIN

### Ordre du jour :

- Introduction de Chrystèle Marionneau et actualités de la DIPLP (Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté)
- Présentation de l'étude « Contrats à durée déterminée en Bretagne » par Anysia Thomas (Dreets Bretagne/Insee Pays de la Loire)
- Présentation des outils cartographiques des données locales de l'Insee par Samuel Trivière
- Tour de table des points de conjoncture de la pauvreté et précarité en Pays de la Loire
- Évolution de la Note de conjoncture Précarité en Pays de la Loire (indicateurs, collecte de données)

## **Introduction de Chrystèle Marionneau, commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté et actualités de la DIPLP (Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté)**

### Actualités nationales :

- Un souhait de fixer un **objectif national de réduction de la pauvreté à 10 ans**
- Une **mission IGAS** sur le système de pilotage national des politiques d'emploi et de lutte contre la pauvreté avec la définition d'un tableau de bord pour suivre et orienter les actions du ministère et de ses partenaires du réseau pour l'emploi (RPE) ainsi que des organismes sociaux
- Projet de loi sur **l'Allocation de solidarité unifiée** : transmis pour avis au conseil d'Etat, il pourrait être présenté en conseil des ministres en avril et examiné par le Parlement avant l'été. Il vise à simplifier l'accès aux aides sociales. Des négociations restent à mener sur l'harmonisation des bases ressources des trois allocations concernées – le RSA, la prime d'activité et les APL. Ces prestations seront désormais articulées autour d'un indicateur commun appelé "revenu social de référence". L'objectif affiché est d'éviter les effets de seuil, ces situations où une hausse de revenus entraîne une baisse brutale des aides.
- Feuille de route sur **l'Obligation de formation 16-18 ans** (objectif lié à la lutte contre le décrochage scolaire des jeunes)
- Un **livret sur la précarité en milieu rural** publié au mois de janvier
- La **dernière newsletter** nationale sur la précarité énergétique
- Une **journée le 21 mai sur la mobilité solidaire** à Paris

## Actualités régionales :

- Lancement de la **démarche d'évaluation** des contrats locaux des solidarités conclus avec les collectivités (5 Conseils Départementaux et Nantes Métropole) - 1er semestre 2026
- Travaux en cours également sur la **mesure d'impact** – année 2026 (Fédération des acteurs de la solidarité/ Ecosolies/ Uriopss)
- La **mise en place de Pactes locaux des solidarités** plus ciblés en 2026
- Des journées départementales sur « **NE PLUS VIEILLIR SEUL**- Face au vieillissement de la population, comment prévenir de la précarisation et l'isolement social de nos séniors ? » (Depuis le début de l'année, une journée a été organisée en Loire-Atlantique et une autre en Sarthe. Les 3 autres réunions auront plutôt lieu après la rentrée du mois de septembre)
- **Autres journées programmées en 2026 en région** : sur la thématique enfance /famille, sur l'adaptation au changement climatique, une journée sur la précarité énergétique organisée par l'ADEME en Mayenne

## Présentation de l'étude « Contrats à durée déterminée en Bretagne » par Anysia Thomas (Dreets Bretagne/Insee Pays de la Loire)

L'étude et le support de présentation sont disponibles sur le site de la POS :

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/publications/contrats-a-duree-determinee-en-bretagne/>

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/etude-de-la-dreets-bretagne-contrats-a-duree-determinee-en-bretagne/>

En Bretagne en 2023, bien qu'environ les trois quarts des salariés du privé soient en CDI, plus de 7 embauches sur 10 sont des contrats courts, c'est-à-dire des CDD inférieurs à un mois. 1 contrat court sur 2 dure moins de 3 jours et 46% des contrats, toute nature confondue, sont des réembauches ; cette proportion atteint 70 % dans certains secteurs et concerne presque en totalité des contrats courts.

La fréquence des contrats très courts et des réembauches successives varie selon les activités économiques et les caractéristiques des travailleurs recrutés. Il en résulte une structuration très inégale de la précarité dans l'emploi, concentrée dans les services présentsiels, notamment l'hébergement – restauration, les services à la personne et le médico-social, et touchant particulièrement les femmes et les jeunes.

### Principaux constats :

- **Augmentation des embauches en CDD** depuis 2020, avec une durée moyenne très courte (90% des CDD < 1 mois en 2023, dont 50% < 3 jours).
- **Secteurs les plus concernés** : Hébergement médico-social (21% des embauches en CDD court), restauration, services à la personne, commerce.
- **Publics touchés** : Femmes (65% des CDD courts), jeunes (<30 ans), employés.
- **Phénomène de réembauche** : 46% des contrats en Bretagne en 2023 sont des réembauches sous 30 jours, souvent sans perspective de CDI (seulement 3% des réembauches).
- **Conditions de travail** : Horaires atypiques, précarité accrue, impacts sur la santé physique et mentale.

### 5 profils de précarité identifiés :

- **Contrats courts récurrents** dans les grands établissements féminisés (santé, nettoyage, commerce) – 46% des CDD courts.
- **Contrats saisonniers** dans l'hébergement/restauration et loisirs – 21%.
- **Contrats dans le secteur associatif** – 2% (durée médiane de 10 jours).
- **Contrats d'insertion professionnelle (IAE)** – 6% (public senior et féminin).
- **Missions ponctuelles** dans les secteurs spécialisés (publicité, audiovisuel) – 25%.

### Remarques :

- **Justification des CDD courts** : Besoin de flexibilité dans les secteurs ouverts 24/7 (santé, médico-social), mais interrogations sur la durée extrême des contrats (1 jour).
- **Comparaison avec l'intérim** : Les contrats intérimaires sont en moyenne plus longs que les CDD courts.
- **Lien avec les minima sociaux** : Absence de croisement des données, mais ces actifs sont en partie dans le halo de la pauvreté (personnes en marge des statistiques officielles, personnes non considérées comme pauvres au sens taux de pauvreté défini par l'Insee ).

## Présentation des outils cartographiques des données locales de l'Insee par Samuel Trivière

Point d'entrée global pour les données locales : <https://www.insee.fr/fr/information/3544265>

### Cartographie infracommunale :

L'outil de cartographie interactive des données infracommunales permet de visualiser et télécharger pour vos territoires les statistiques de l'Insee au niveau Iris et carreau (200 mètres et un kilomètre de côté) ainsi que des données géolocalisées. Il permet également d'exporter les données carroyées ou géolocalisées de la zone de son choix : <https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/7737357/map.html>

Différents indicateurs sont disponibles dont notamment la part des ménages pauvres (en %) aux carreaux, part des familles monoparentales, part des logements sociaux...

**Fonctionnalités** : Export des données en CSV ou GeoJSON, superposition avec les quartiers prioritaires (QPV).

**Limites** : Données Filosofi 2021 non réactualisées (rupture de série prévue avec les données 2023).

**Site Statistiques locales** : Comparaisons territoriales (départements, intercommunalités) sur la pauvreté, les revenus, etc : <https://statistiques-locales.insee.fr>

**Dossier complet** : Synthèses de 30 pages avec enjeux à moyen terme : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/zones/2011101>

## Tour de table des points de conjoncture de la pauvreté et précarité en Pays de la Loire

**UDCCAS Loire-Atlantique** : Hausse des demandes d'aide, notamment pour les familles monoparentales et les seniors (retraités ayant cotisé sur des contrats précaires). Public vieillissant. Inquiétude pour les territoires ruraux.

**ARML** : Jeunes migrants exclus des dispositifs (CEJ, PACEA) depuis la loi plein emploi. Offre de formation moins adaptée, risque de précarisation accrue.

**URAF** : journée régionale sur la santé des jeunes qui aura lieu le premier octobre 2026 à Angers, avec un focus santé mentale.

### **CESER :**

- Étude sur le logement (juin 2026) : lien entre bien-être individuel et attractivité régionale.
- Étude sur la réussite en premier cycle universitaire (décembre 2025) : freins liés à la précarité.

**SIAO** : Hausse des femmes seules à la rue (18-24 ans et femmes âgées), demandes non abouties en forte augmentation. Un diagnostic sur l'adaptation des dispositifs en Maine-et-Loire va être réalisé en 2026

### **DREETS :**

- Étude sur le parc social en Pays de la Loire et Bretagne avec les données du CREHA (2026).
- Diagnostic régional à 360 avec l'Insee (pauvreté, précarité, personnes à la rue, données d'emplois).
- Étude sur les freins à l'emploi des femmes primo-arrivantes avec focus sur les employeurs en 2026

## Évolution de la Note de conjoncture Précarité en Pays de la Loire (indicateurs, collecte de données)

Données à mettre à jour :

- Données RSA, AAH, prime d'activité, aide au logement, contrat d'engagement jeunes au 31/12/2024 (Données Drees)
- Mesures d'accompagnement social personnalisé de l'URAF à 2025
- Données de la banque de France en 2024
- Données SIAO en 2025 en ajoutant le nombre d'enfants et les évolutions 2024-2025
- Données des bénéficiaires des banques alimentaires en 2024 (avec évolutions départementales en %)
- Données du CROUS 2024/2025 (à terme les données sur les repas à 1€ devrait disparaître avec la généralisation du repas à 1€ pour tous les étudiants)
- Données des bénéficiaires de l'ASPA à 2024

Données à ajouter :

- Mesures d'accompagnement social personnalisé de toutes les associations (données Dreetts)